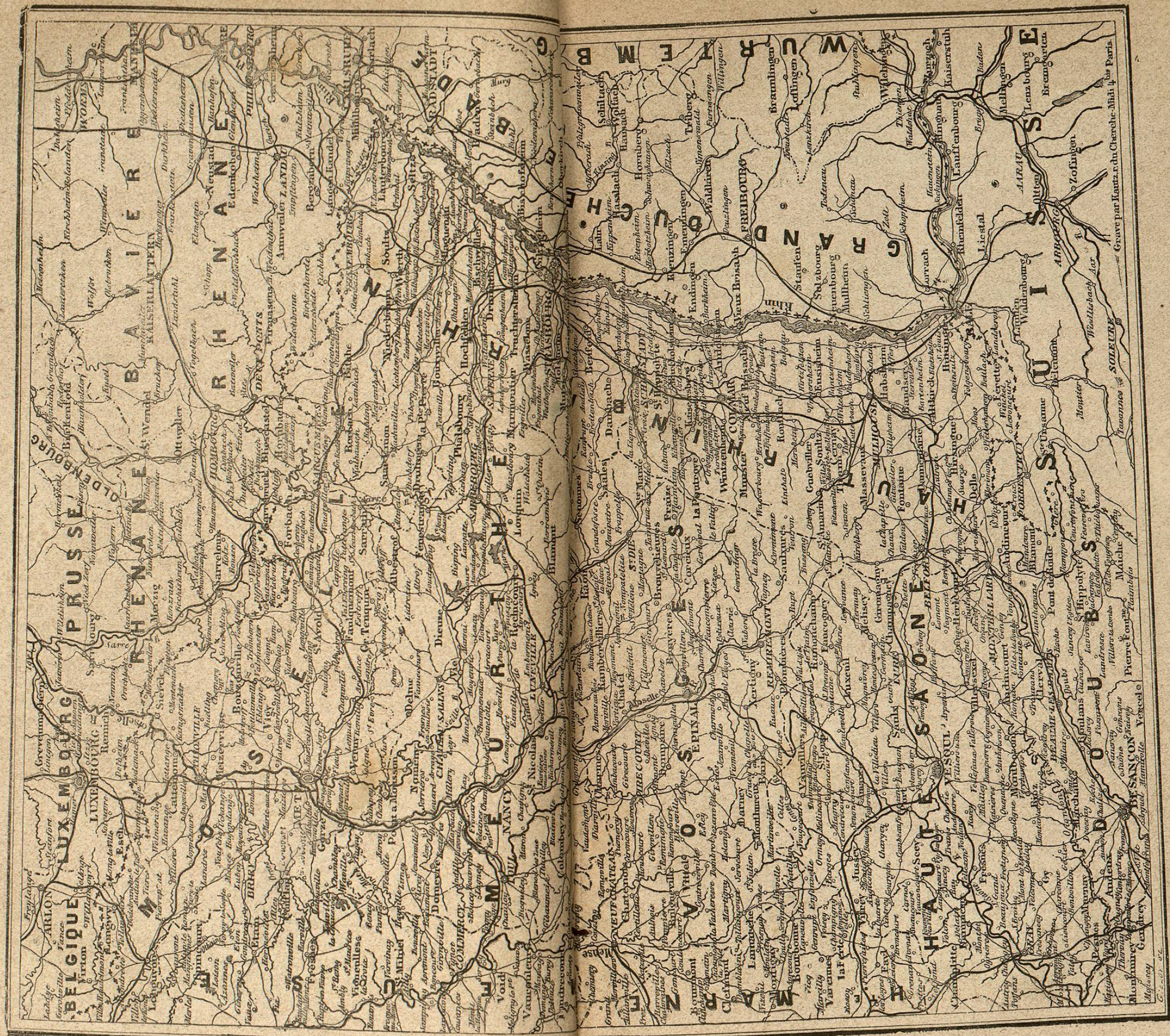


CARTE DE L'EST DE LA FRANCE
ET DES BORDS DU RHIN



Grave par Kautz, r. du Cherche-Midi, 4 Paris

sont dans tous les esprits ; les affaires languissent, le marasme est partout. Le sentiment général qui en résulte se traduit par des mots comme ceux-ci : « Tout cela changerait si la France voulait ne pas se mêler de nos affaires. » Et alors on accumule cent accusations contre la France ; on lui reproche le rôle qu'elle a joué pendant l'armistice de 1866, en empêchant la Prusse de dicter la paix dans Vienne (1), sa jalousie excitée par les succès de l'armée prussienne, ses susceptibilités non fondées, ses prétendus armements, sa prétention à se mêler des affaires des pays étrangers, etc. Cette situation n'a rien qui doive étonner, car elle est la conséquence forcée des événements et de la rivalité des deux peuples. Mais j'ai tenu à en préciser le caractère pour mieux *montrer qu'elle amènera infailliblement la guerre.* »

Comment après de tels avertissements, l'empire ne veillait-il pas ? — La guerre est inévitable, concluait M. Stoffel, *elle est à la merci d'un incident.* Mais cet incident la Prusse, hésitant à compromettre dans une guerre avec la France son œuvre de 1866, était décidée à ne le point faire naître, et même à empêcher qu'il naquit. M. de Bismarck lui-même disait au colonel Stoffel, dont il savait le caractère officiel, et qui avait été officier d'ordonnance de Napoléon :

— Jamais nous ne vous ferons la guerre ; il faudra que vous veniez nous tirer des coups de fusil chez nous, à bout portant (2).

Cet incident dont parlait M. Stoffel, c'était la France qui devait, non pas comme on dirait en terme de chasse, le faire lever, mais le tirer au vol. Déjà Napoléon déçu au lendemain de Sadowa, voyant que M. de Bismarck vainqueur ne tenait point les promesses de la veille et ne lui offrait pas une *rectification de frontières*, Napoléon, revenu irrité de Vichy, avait eu la tentation d'en appeler aux armes, à propos du Luxembourg que les Prussiens gardaient, et on peut dire que ce *casus belli* était meilleur à coup sûr que celui qu'il devait choisir en 1870. Oui, si la guerre était fatale, inévitable (ce que je nie), ce n'était pas à coup sûr quatre ans après Sadowa qu'il fallait la faire.

Lorsque la Prusse et l'Autriche attaquaient le Sleswig-Holstein, s'alliant monstrueusement pour écraser un petit peuple, lorsque cette œuvre de force et d'iniquité s'étala au grand jour, lorsqu'on bombardait Düppel, lorsque les deux grandes nations germaniques entamèrent contre l'héroïque Danemark cette œuvre d'où leur propre rivalité devait naître, lorsque l'Angleterre offrait de

(1) N'est-ce pas le rôle que la Prusse avait joué en 1859, en empêchant la France d'emporter le quadrilatère autrichien ? J. C.

(2) *Rapports* du colonel Stoffel (*Rapport* du 4^{er} février 1868).

nous seconder, la France pouvait, à coup sûr, et devait peut-être intervenir.

Lorsque la Prusse, repoussant devant ses soldats l'Autriche et les alliés de l'Autriche, avait encore devant elle l'armée solide de Bénédeck, lorsque la puissance militaire de l'Autriche n'était pas absolument brisée, lorsque la voix prépondérante de notre diplomatie, appuyée par deux cent mille baïonnettes jetées sur le Rhin, était capable d'empêcher Sadowa ou de contraindre la Prusse, avide de son unité, à nous donner satisfaction ou compensation, la France pouvait intervenir.

Lorsque, au mépris des promesses secrètes et des traités publics, la Prusse ne s'arrêtait pas à la ligne du Mein, lorsqu'elle annexait, unifiait les provinces, fondait les royaumes distincts dans le creuset de son organisation militaire, lorsqu'elle hésitait à évacuer Luxembourg, lorsqu'elle semblait vouloir conserver, à quelques heures de Thionville et de Metz, cette redoutable place d'armes, la France pouvait encore intervenir.

Mais, toujours, la diplomatie prussienne avait triomphé de la politique hésitante de l'empire. Toujours, au moment de prendre un parti, Napoléon s'était arrêté irrésolu, et tandis qu'il laissait passer le temps, M. de Bismarck poursuivait son œuvre avec cette rectitude terrible, et cette irrésistible force germanique dont l'apparente lourdeur va plus vite que nos bonds, trop souvent suivis de chute. « Hâtez-vous de prendre parti, disait M. de Beust à Napoléon, la veille de Sadowa ; hâtez-vous, plus tard il sera trop tard. » Et la reine de Hollande écrivait à M. d'André, le 18 juillet 1866 : « Laisser égorgé l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute..... La dynastie en subira les suites. »

Il est dit peut-être que les avertissements les meilleurs et les plus terrifiants sont faits pour n'être pas écoutés. Dans tous les cas, ils n'ont point manqué à l'empereur. Rapports du colonel Stoffel, lettres du général Ducrot, allées et venues de M. de Moltke sur notre frontière lorraine, tableaux comparatifs des forces de la France et de celles de la Confédération du Nord (1), Napoléon avait dû lire et relire tout cela, et, en chercheur de chimères, en aveugle, en coupable, il n'allait pas moins attaquer cet ennemi qu'il savait si redoutable, et cela sous quel prétexte et en vertu de quel droit ?

L'affaire du Luxembourg avait été terminée à la satisfaction de la France, et la Prusse, en somme, avait évacué, non sans regrets, une des places fortes les plus solides de l'Europe. D'où lors, on avait pu croire que les vellétés de guerre avaient

(1) Une brochure, imprimée à l'Imprimerie nationale, a été trouvée aux Tuileries, et rééditée, qui montre que l'empereur n'ignorait point le nombre de ses futurs ennemis, — 900,000 combattants au bas mot.

fui les conseils du gouvernement, lorsque, brusquement, l'empire, qui s'était tu en juin à propos des projets allemands sur le Saint-Gothard, se redressa en juillet, à la nouvelle de la candidature d'un prince prussien.

M. Cochery, député du Loiret, déposa, le 5 juillet, au nom du centre gauche, une interpellation adressée au gouvernement sur l'affaire Hohenzollern. Le lendemain, M. de Gramont répondait, de ce ton froid et hautain, à la fois gentilhomme et diplomatique qu'il affectait à la tribune :

« Il est vrai que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a acceptée. Mais le peuple espagnol ne s'est point encore prononcé, et nous ne connaissons point encore les détails vrais d'une négociation qui nous a été cachée.

« Aussi une discussion ne saurait-elle aboutir maintenant à aucun résultat pratique ; nous vous prions, messieurs, de l'ajourner.

« Nous n'avons cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole, et d'éviter tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'une immixtion quelconque dans les affaires intérieures d'une noble et grande nation en plein exercice de sa souveraineté ; nous ne sommes pas sortis, à l'égard des divers prétendants au trône de la plus stricte neutralité, et nous n'avons jamais témoigné pour aucun d'eux ni préférence ni éloignement.

« Nous persistons dans cette conduite. Mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe (Bryants applaudissements), et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. (Nouveaux applaudissements.)

« Cette éventualité, nous en avons la ferme espoir, ne se réalisera pas.

« Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

« S'il en était autrement, fort de votre appui, messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. (Mouvement général et prolongé. — Applaudissements répétés.)

— Vous voulez donc la guerre ? s'écria aussitôt M. Crémieux.

M. Émile Ollivier répliqua :

— Le gouvernement désire la paix, il la désire avec passion, mais avec honneur.... Si nous croyons un jour la guerre inévitable, nous ne l'engagerons qu'après avoir demandé et obtenu votre concours.

Le garde des sceaux laissait encore échapper là

une parole naïve. Comment ! il consentait à ne faire la guerre qu'après avoir obtenu le concours du Corps législatif ! Croyait-il donc qu'il fût possible de la déclarer sans l'assentiment des représentants du pays ? Hélas ! cette aveugle majorité, toujours docile aux volontés, aux caprices et jusqu'aux espérances du maître, avait tellement applaudi à la déclaration hautaine pour la Prusse, de M. de Gramont, que M. Émile Ollivier lui-même télégraphiait à l'empereur, après la séance : « Le mouvement, au premier moment, a dépassé le but. On eût dit que c'était une déclaration de guerre (1) ». C'en était une, en réalité, mais le gouvernement voulait au moins sauver les apparences. Seulement ce qui prouve que la guerre était décidée par lui, ce sont ces deux dépêches, datées du jour même de la déclaration de M. de Gramont :

« *L'ambassadeur d'Espagne au ministre de la guerre, à Madrid.*

Paris, 6 juillet.

« Loin d'avoir atténué les effets de la première impression, la déclaration du gouvernement et l'attitude du Corps législatif peuvent être considérées comme le présage certain d'une guerre contre la Prusse, si un prince prussien devenait roi d'Espagne (*suivent chiffres*).

« OLOZAGA. »

« *A Sa Majesté l'empereur, à Saint-Cloud.*

Paris, 6 juillet.

« Recevez mes félicitations les plus ardentes. La France entière vous suivra. L'enthousiasme est unanime.

« PERSIGNY. »

Dès le 6 juillet, Napoléon recevait donc les *félicitations* de M. de Persigny. Dès le 6, la guerre était considérée comme certaine. Le 8, M. de Leusse, député, télégraphiait déjà à M. Beucke, maire à Seltz (Bas-Rhin) : « Envoyez un homme intelligent à Rastadt, sur le Rhin, et télégraphiez-moi ce que font les pontonniers badois ». Les journaux du ministère dépassaient, par leur ardeur belliqueuse, les espérances mêmes du gouvernement. Ce fut un cruel spectacle, en effet, pour tout homme de sang-froid et de sens commun, pour tout citoyen ami de sa patrie et ennemi de la guerre, que le spectacle offert par ces journaux dévoués qui hurlaient leur chauvinisme et le faisaient consister à jeter l'injure à tous ceux dont la ferme conscience tentait de s'opposer à la surprise d'une déclaration de guerre qui pouvait déchaîner sur le pays les plus épouvantables maux. Un moment, entre les journaux

(1) Dépêches trouvées à Saint-Cloud (publiées à Berlin et à Bruxelles).